



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 26 septembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Gaz à effet de serre du point de vue de la demande, de 1990 à 2002	2
Selon une nouvelle étude, presque la moitié des émissions de gaz à effet de serre industrielles canadiennes en 2002 étaient attribuables aux exportations, soit la plus importante part unique d'émissions du point de vue de la demande.	
Étude : Les pelouses et jardins et l'environnement, 2006	5
Indice des prix des produits agricoles, juillet 2007	6
Chargements ferroviaires, juillet 2007	7
Étude : Dépréciation économique et les mises hors service des actifs canadiens : une étude empirique détaillée, 2007	8

Nouveaux produits	9
--------------------------	----------



Communiqués

Étude : Gaz à effet de serre du point de vue de la demande

De 1990 à 2002

Selon une nouvelle étude, presque la moitié des émissions de gaz à effet de serre industrielles canadiennes en 2002 étaient attribuables aux exportations, soit la plus importante part unique d'émissions du point de vue de la demande.

En général, les émissions sont déclarées du point de vue de l'offre et précisent la quantité de polluants rejetés et les entités polluantes. Bien que ce point de vue de l'offre soit important, il est également utile d'étudier les émissions du point de vue de la demande. Cela montre comment la consommation de biens et de services à différentes fins (l'utilisation par les ménages, par exemple) stimule la production industrielle d'émissions de gaz à effet de serre.

Cette étude a conclu qu'entre 1990 et 2002, la totalité des émissions de gaz à effet de serre provenant de sources industrielles a augmenté de 18,4 % pour atteindre 573 843 kilotonnes. L'exportation est à l'origine de la plus grande partie de cette hausse.

Pendant cette période, les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production de biens et services exportés sur les marchés internationaux ont progressé de 49,9 % pour atteindre 264 358 kilotonnes.

Du point de vue de la demande, la production des biens et services achetés par les ménages canadiens occupe le deuxième rang des sources d'émissions de gaz à effet de serre, après l'exportation. Cependant, au cours de cette période, les émissions de gaz à effet de serre liées à la production industrielle destinée aux dépenses personnelles ont augmenté de seulement 6,9 % pour se situer à 209 787 kilotonnes.

En raison du taux de croissance beaucoup plus fort des émissions de gaz à effet de serre liées à l'exportation, les dépenses personnelles et l'exportation ont échangé leur position respective quant à leur importance relative.

En 1990, l'exportation a représenté 36,4 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre. En 2002, cette proportion a augmenté pour atteindre 46,1 %.

Par contre, en 1990, les dépenses personnelles ont représenté 40,5 % des émissions industrielles de gaz à effet de serre. Douze ans plus tard, cette proportion a diminué pour se fixer à 36,6 %.

Le reste des émissions industrielles de gaz à effet de serre est attribuable à la production de biens et

services destinés aux investissements en construction, en machines et matériel, aux achats des administrations publiques et aux stocks.

Exportation : les combustibles fossiles constituent la plus importante source unique d'émissions de gaz à effet de serre

La mondialisation ayant facilité l'accès aux marchés internationaux, le Canada a enregistré une hausse dans l'ensemble de ses échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Si l'économie canadienne en a profité, la production d'émissions de gaz à effet de serre au Canada a augmenté en conséquence.

De 1990 à 2002, les émissions industrielles de gaz à effet de serre créées par la production de biens et services destinés aux marchés internationaux se sont accrues de 49,9 %.

Par contre, les émissions industrielles de gaz à effet de serre provenant d'autres sources de demande, à savoir les émissions résultant de la production de biens et services destinés au marché intérieur, n'ont augmenté que de 0,4 %.

En examinant de plus près l'exportation, la plus importante source unique d'émissions de gaz à effet de serre provient de la production de combustibles fossiles (le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel) aux fins d'exportation. En 1990 et en 2002, la production de ces combustibles aux fins d'exportation a généré une plus importante quantité d'émissions de gaz à effet de serre que tout autre produit exporté. Entre ces deux années, les émissions de gaz à effet de serre générées par la production de combustibles fossiles exportés se sont accrues de 135 % compte tenu de la croissance de la demande mondiale pour ces carburants.

Les importations sont également une source d'émissions, mais pas au pays

La quantité et la valeur des produits exportés ont augmenté dans l'ensemble, tout comme celles des produits importés. La production de biens et services importés entraîne également des gaz à effet de serre. Cependant, ces émissions ne sont pas produites au Canada et ne figurent généralement pas dans les estimations des émissions nationales.

L'étude a conclu qu'entre 1990 et 2002, les émissions produites à l'extérieur du pays et liées à la demande de biens et services importés par les Canadiens se sont accrues d'une proportion estimative de 15 %.

Utilisation de carburant : le plus important facteur de la production de gaz à effet de serre directement liée aux ménages

L'étude a conclu que le carburant pour les véhicules automobiles représente de loin la source principale des émissions de gaz à effet de serre liées directement aux ménages.

Ces émissions sont dites directes, car elles résultent de l'utilisation de combustibles fossiles par les ménages mêmes. Les autres émissions directes provenant des ménages se rattachent à l'utilisation du mazout et du gaz naturel pour le chauffage des maisons.

Les émissions de gaz à effet de serre liées directement à la consommation de combustibles par les ménages se sont élevées à 111 276 kilotonnes en 2002.

Les émissions directes de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des combustibles de chauffage et du carburant par les ménages représentaient environ un tiers de la quantité totale des gaz à effet de serre liés aux ménages en 2002. Les émissions totales provenant des ménages comprennent les émissions directes et les émissions industrielles indirectes provenant de la production des biens achetés par les ménages.

Ayant affiché un taux de 13,5 % des émissions totales des ménages, l'électricité est l'achat qui a généré les plus importantes émissions industrielles indirectes à ce chapitre.

En 2002, les émissions totales de gaz à effet de serre directes et indirectes des ménages représentaient presque la moitié (46,9 %) de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5115.

L'étude intitulée «Émissions de gaz à effet de serre du point de vue de la demande», est maintenant offerte dans la publication *EnviroStats* (16-002-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

Sources d'émissions industrielles de gaz à effet de serre du point de vue de la demande

Catégories de la demande finale	1990	2002 ^p	1990 à 2002 variation en %	1990 part du total en %	2002 ^p part du total en %
	kilotonnes				
Total des émissions industrielles intérieures	484 640	573 843	18,4	100,0	100,0
Demande interne	308 276	309 485	0,4	63,6	53,9
Dépenses personnelles	196 193	209 787	6,9	40,5	36,6
Construction	43 853	42 490	-3,1	9,0	7,4
Machines et matériel	11 005	10 505	-4,5	2,3	1,8
Administrations publiques	42 710	41 641	-2,5	8,8	7,3
Stocks	14 515	5 062	-65,1	3,0	0,9
Demande externe					
Exportations	176 363	264 358	49,9	36,4	46,1

^P provisoire

Émissions directes et indirectes provenant des dépenses personnelles

	1990	2002 ^P	1990	2002 ^P
	kilotonnes		part du total en %	
Total	293 046	321 064	100,0	100,0
Émissions directes	96 853	111 276	33,1	34,7
Carburants et lubrifiants	55 910	69 557	19,1	21,7
Chauffage, éclairage et appareils ménagers	40 943	41 719	14,0	13,0
Émissions indirectes	196 193	209 787	66,9	65,3
Électricité	35 839	43 343	12,2	13,5
Autres services	31 177	39 011	10,6	12,2
Aliments et boissons non alcoolisées	46 228	38 874	15,8	12,1
Restaurants et hôtels	12 777	15 972	4,4	5,0
Carburants et lubrifiants	13 933	15 554	4,8	4,8
Loyer brut (imputé et versé)	11 004	14 555	3,8	4,5
Autres produits non durables	12 378	10 781	4,2	3,4
Gaz naturel	6 292	7 315	2,1	2,3
Autres biens semi-durables	5 721	5 521	2,0	1,7
Véhicules automobiles, pièces et réparations	4 083	5 023	1,4	1,6
Vêtements et chaussures	6 050	4 750	2,1	1,5
Autres biens durables	3 310	3 741	1,1	1,2
Meubles et appareils ménagers	3 238	3 066	1,1	1,0
Autres combustibles	4 163	2 281	1,4	0,7

^P provisoire



Étude : Les pelouses et jardins et l'environnement

2006

Le nombre de ménages canadiens utilisant des pesticides sur leurs pelouses et jardins a légèrement diminué, en particulier au Québec, mais les deux tiers des ménages utilisent des tondeuses à essence polluantes, selon une nouvelle étude.

L'étude portait sur la fréquence d'utilisation d'un certain nombre de techniques d'entretien des pelouses et des jardins ayant un effet potentiel sur l'environnement ou la santé. Ces techniques d'entretien comprenaient l'utilisation de pesticides, d'engrais chimiques et de dispositifs d'arrosage et de tonte du gazon. Cette étude est publiée aujourd'hui dans *Envirostats*, le nouveau bulletin trimestriel de Statistique Canada sur les statistiques liées à l'environnement et au développement durable.

La proportion des ménages utilisant des pesticides sur leurs pelouses et jardins a diminué pour passer de 31 % en 1994 à 29 % en 2005. Cette tendance était la plus marquée au Québec, où la proportion de foyers utilisant des pesticides sur leurs pelouses et jardins a diminué de moitié, passant de 30 % en 1994 à 15 % en 2005. Cette baisse est probablement due aux interdictions d'utilisation de pesticides adoptées par les municipalités de la province au cours des dernières années.

La Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta étaient en tête au pays en ce qui concerne l'utilisation de pesticides en 2005, environ 2 ménages sur 5 les utilisant sur leurs pelouses et jardins.

Même si l'utilisation globale de pesticides par ménage était la plus élevée dans les provinces des Prairies, le Manitoba (41 %) et la Saskatchewan (42 %) comptaient la proportion la plus faible des ménages utilisant des pesticides dans le cadre d'un programme d'entretien régulier en 2005. Les autres ménages n'appliquaient des pesticides qu'en cas de problème.

L'utilisation par les ménages d'engrais chimiques, qui peuvent contenir de l'azote, du phosphore et du potassium était aussi la plus élevée dans les Prairies. Leur utilisation était la plus élevée à Saskatoon (57 %), à Regina (54 %), à Calgary (49 %) et à Edmonton (48 %), tandis qu'elle était la plus faible à Montréal (13 %), à Saguenay (15 %), à Sherbrooke (16 %) et à Trois-Rivières (17 %).

En 2006, les deux tiers des ménages ayant des pelouses et jardins possédaient une tondeuse à essence. En une année, la tondeuse à essence moyenne peut émettre la même quantité d'un des

principaux polluants causant le smog qu'une automobile moyenne parcourant environ 3 300 kilomètres.

Plus de 4 ménages sur 5 ont arrosé leur jardin en 2005, et plus de la moitié ont arrosé leur pelouse. L'arrosage des jardins était relativement uniforme au pays, tandis que l'arrosage des pelouses différait. À l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, environ 2 ménages sur 10 arrosaient leur pelouse, comparativement à 6 ménages sur 10 en Alberta, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Ontario.

En 2005, près du quart des ménages ayant des pelouses ou jardins ont utilisé des minuteriers d'arrosage, qui peuvent réduire la consommation d'eau. Les taux d'utilisation des arroseurs étaient plus élevés que la moyenne nationale seulement en Colombie-Britannique et au Québec.

Environ 14 % des ménages ont utilisé des citernes et des réservoirs pluviaux, pratique qui était plus fréquente dans les provinces des Prairies.

L'entretien des pelouses et jardins est une industrie en pleine croissance au Canada. Les ventes de produits et de matériel connexes ont atteint plus de 2 milliards de dollars en 2006, en hausse de plus de 600 millions de dollars par rapport à 2002.

Nota : La présente étude est principalement fondée sur les données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement menée en 2006 dans le cadre du projet des Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement. Les données qui portent sur l'utilisation des pesticides par les ménages ont aussi été tirées de l'Enquête sur les ménages et l'environnement de 1994. Les données relatives aux ménages ayant une pelouse ou un jardin, à la propriété d'une tondeuse à essence et à l'utilisation de citernes et de réservoirs pluviaux portent sur l'année 2006. Les données sur les pratiques relatives aux pelouses et aux jardins (l'emploi déclaré de pesticides et d'engrais, l'arrosage de pelouse et l'utilisation de minuteriers d'arrosage) portent sur l'année 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3881.

L'étude intitulée «Les pelouses et les jardins au Canada : où sont-ils les plus "verts"?», est maintenant offerte dans la publication *EnviroStats* (16-002-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (environ@statcan.ca),

Division des comptes et de la statistique de l'environnement. ■

Indice des prix des produits agricoles

Juillet 2007

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont augmenté de 8,4 % en juillet par rapport à juillet 2006, dans la foulée de la hausse marquée des prix des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales ainsi que d'une légère augmentation de l'ensemble des prix du bétail.

Selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA), les prix des cultures en juillet étaient supérieurs de 17,3 % à ceux enregistrés en juillet 2006, poursuivant la tendance à la hausse des variations des prix d'une année à l'autre entamée en septembre 2006. Les agriculteurs ont reçu des prix plus élevés pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales et les fruits.

Dans l'ensemble, les prix du bétail et des produits d'origine animale étaient de 1,9 % supérieurs à ceux observés l'année précédente. Après avoir inscrit cinq diminutions consécutives, cet indice a progressé au cours des six derniers mois. L'augmentation observée en juillet a été soutenue par la hausse des prix des produits assujettis à la gestion de l'offre (la volaille, les oeufs et le lait).

D'un mois à l'autre, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits ont reculé de 0,7 % en juillet, l'indice de l'ensemble des cultures ainsi que celui du bétail et des produits d'origine animale ayant chuté.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 104,9 en juillet, en baisse par rapport à l'indice révisé de 105,6 noté en juin.

L'indice de l'ensemble des cultures a légèrement diminué en juillet comparativement à celui inscrit en juin, les prix de tous les produits ayant chuté, à l'exception des prix des oléagineux, des légumes et des pommes de terre. Malgré une baisse de 1,6 % enregistrée en juillet, l'indice des céréales est demeuré à son troisième plus haut niveau affiché depuis août 2004, les préoccupations relatives au resserrement des approvisionnements mondiaux et à la réduction des

rendements de la production des nouvelles cultures, en raison des conditions météorologiques, dans bon nombre des principaux pays producteurs, s'étant poursuivies. Ces préoccupations ont également soutenu les prix des oléagineux, lesquels ont augmenté de 1,8 % par rapport à juin.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont reculé légèrement en juillet par rapport à l'indice révisé observé en juin, la diminution des prix des porcs, des bovins et des veaux, et du lait ayant plus qu'annulé la hausse des prix de la volaille et des oeufs.

Les prix des porcs se sont repliés en juillet. Il s'agit d'une quatrième diminution affichée au cours des cinq derniers mois, en raison de l'accroissement rapide des prix des céréales fourragères et de la vigueur du dollar canadien.

Après avoir enregistré des hausses dans les quatre premiers mois de 2007, les prix des bovins et des veaux ont continué de chuter, ayant inscrit une légère baisse (-0,5 %) en juillet. Pour une deuxième année consécutive, le troupeau de bovins au Canada a diminué, les exportations de bovins vivants ayant continué de croître et les producteurs ayant dû faire face à l'augmentation des coûts des céréales fourragères.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de juillet 2007 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 7, n° 7 (21-007-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Agriculture*.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Cindy Heffernan au 613-951-2435 (cindy.heffernan@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles

	Juillet 2006 ^r	Juin 2007 ^r	Juillet 2007 ^p	Juillet 2006 à juillet 2007	Juin à juillet 2007
	(1997=100)			variation en %	
Indice des prix des produits agricoles	96,8	105,6	104,9	8,4	-0,7
Cultures	88,5	104,3	103,8	17,3	-0,5
Céréales	73,9	101,9	100,3	35,7	-1,6
Oléagineux	71,8	95,1	96,8	34,8	1,8
Cultures spéciales	75,4	120,0	111,1	47,3	-7,4
Fruits	107,8	113,7	109,6	1,7	-3,6
Légumes	122,7	120,7	121,9	-0,7	1,0
Pommes de terre	155,0	131,7	144,1	-7,0	9,4
Bétail et produits d'origine animale	103,8	107,1	105,8	1,9	-1,2
Bovins et veaux	108,1	107,7	107,2	-0,8	-0,5
Porcs	79,5	80,1	75,9	-4,5	-5,2
Volaille	94,7	103,1	103,3	9,1	0,2
Oeufs	98,1	101,0	101,5	3,5	0,5
Produits laitiers	124,7	133,6	132,7	6,4	-0,7

^r révisé^p provisoire

Chargements ferroviaires

Juillet 2007

L'essor des affaires enregistré cet été par les transporteurs ferroviaires canadiens a propulsé leur fret total à son niveau mensuel le plus élevé pour juillet en trois ans.

Les chemins de fer canadiens ont mis sur rail 24,6 millions de tonnes métriques de marchandises en juillet, en hausse par rapport aux 24,1 millions de tonnes métriques déclarées en juin. Le niveau noté en juillet était le plus élevé pour ce mois depuis 2004.

Cette augmentation marque un redressement après le recul inscrit en juin. Il convient également de souligner que cette augmentation est observée en juillet pour une troisième année consécutive.

La portion intermodale, constituée de conteneurs et de remorques placés sur des wagons plats, a progressé de 2,4 % en juillet pour s'établir à 2,5 millions de tonnes métriques.

La portion non intermodale des chargements ferroviaires a également progressé de 2,4 % pour atteindre environ 22,2 millions de tonnes métriques.

L'augmentation de ce type de chargements résulte d'une croissance du tonnage de 35 marchandises.

Les minerais de fer et leurs concentrés, le blé, le charbon, les engrais, le bois et la pâte de bois figurent parmi les marchandises ayant enregistré la plus forte croissance. Ces marchandises ont représenté plus de 44 % des mouvements du tonnage en juillet.

Le transport du fret provenant des États-Unis, destiné au Canada ou transitant par ce dernier, a connu une reprise après la baisse survenue en juin. Le tonnage a légèrement augmenté d'environ 90 000 tonnes métriques pour se fixer à 2,6 millions de tonnes métriques.

D'une année à l'autre, les chargements intermodaux ont progressé de 5,7 % en juillet par rapport à juillet 2006, tandis que le tonnage de type non intermodal a augmenté de 3,1 %. Le trafic en provenance des États-Unis est également demeuré supérieur au volume de l'année dernière, ayant enregistré une hausse de 17,9 % par rapport à juillet 2006.

Nota : Les données sur les chargements intermodaux ont été révisées pour 2007.

Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.

Le numéro de juillet 2007 de la publication *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 84, n° 7 (52-001-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le

1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca),
Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Étude : Dépréciation économique et les mises hors service des actifs canadiens : une étude empirique détaillée

2007

Les études empiriques de la dépréciation économique sont essentielles lorsqu'il s'agit d'obtenir des mesures exactes des ressources économiques et des services du capital. Tandis que la théorie néoclassique de l'accumulation du capital a grandement évolué depuis les années 1960, les études empiriques portant sur la dépréciation ont été beaucoup moins nombreuses en raison du manque de données. En l'absence de données empiriques fiables, les économistes et les statisticiens ont dû émettre des hypothèses sur les formes et les taux de dépréciation pour la plupart des actifs dans l'économie.

La présente étude fournit des données empiriques sur les formes et les taux réels de dépréciation économique pour un ensemble complet d'actifs. Fondée sur une base de microdonnées canadiennes sur l'achat et la cession de biens d'équipement tirées de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations

menée par Statistique Canada, l'étude permet d'estimer les taux de dépréciation pour 36 catégories d'actifs, qui représentent la moitié du stock de capital des entreprises canadiennes. Les taux de dépréciation des actifs restants sont étalonnés à l'aide de la relation moyenne âge-prix provenant des estimations et des durées de vie utile découlant des données de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations. Les répercussions des taux de dépréciation estimés sur le stock de capital canadien et les déductions pour amortissement sont également présentées.

L'étude intitulée *Dépréciation économique et les mises hors service des actifs canadiens : une étude empirique détaillée* (15-549-XIF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec André Patry au 613-992-6359 (patry.andre@fin.gc.ca), ministère des Finances du Canada. Télécopieur : 613-996-0660.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des répercussions des résultats de la présente étude sur les mesures du stock de capital produites par Statistique Canada, communiquez avec Michel Labonté au 613-951-9690 (michel.labonte@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Nouveaux produits

Dépréciation économique et les mises hors service des actifs canadiens : une étude empirique détaillée
Numéro au catalogue : 15-549-XIF
(gratuit).

EnviroStats, automne 2007, vol. 1, n° 2
Numéro au catalogue : 16-002-XWF
(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, juillet 2007, vol. 7, n° 7
Numéro au catalogue : 21-007-XWF
(gratuit).

Chargements ferroviaires mensuels, juillet 2007, vol. 84, n° 7
Numéro au catalogue : 52-001-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Cinq ans d'attente à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
- Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. - Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice des offres d'emploi, mai 1997	10
Enquête sur les entreprises à court terme	10
Ajuster les données provinciales, novembre 1996	11
Production d'or, avril 1997	11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.